

Unité départementale de Côte d'Or

Dijon, le 27 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ESSILOR INTERNATIONAL SAS

rue Fernand Holweck
21000 DIJON

Références : 0005401600/2022-215

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2022 dans l'établissement ESSILOR INTERNATIONAL SAS implanté rue Fernand Holweck 21000 DIJON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSILOR INTERNATIONAL SAS
- rue Fernand Holweck 21000 DIJON
- Code AIOT dans GUN : 0005401600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Essilor International est une société française spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de verres correcteurs et d'équipements d'optique ophtalmique. Elle est née de la fusion des compagnies françaises Essel et Silor en 1972. Elle est notamment à l'origine du Varilux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels : incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.1.1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 1.2.1	/	Sans objet
Comportement au feu des locaux de stockage	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.2.1	/	Sans objet
Travaux	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.5.2	/	Sans objet
Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a été menée dans le cadre d'une action locale sur le thème de la sécurité incendie. L'objet du contrôle était de s'assurer des dispositions matérielles et organisationnelles mises en œuvre au sein de l'établissement pour la détection incendie, son extinction, l'alerte, la prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction et leur élimination.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement administratif
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : Il n'y a pas de changement dans les rubriques de la nomenclature ICPE. Un PAC a été déposé en 2020 concernant l'aménagement d'une plateforme industrielle (laboratoire de tests et essais) Aujourd'hui, cette plateforme est opérationnelle à 70%.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : LOCALISATION DES RISQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, LOCALISATION DES RISQUES
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages avec l'emplacement des extincteurs. Ce document date de 2018. Non-conformité : Il a été constaté que certains éléments n'étaient pas présents sur ce plan, notamment : <ul style="list-style-type: none">- les zones à risques incendie ;- les zones à risques ATEX ;- l'emplacement de la vanne de coupure d'alimentation du site en gaz ;- les stockages de bouteilles des gaz ;- l'emplacement de stockage des acides et des bases ;- les stockages de jerricanes de gasoil (4 jerricanes de 20l) pour la motopompe de sprinklage ;- l'indication du bâtiment pour chaque vannes de coupure de sprinklage ;- l'entrée principale et les entrées secondaires pour les pompiers ;- le locale à inertage par gaz (locale serveurs) ;- les murs coup-feu. Il a été demandé à l'exploitant de compléter le plan du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Réponse par courrier

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des locaux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux de stockage
Prescription contrôlée : Les locaux fermés servant au stockage des produits inflammables sont conçus en matériau coupe-feu de degré supérieur à 2h. Ces murs coupe-feu présentent une hauteur de 4 m minimum par rapport au niveau du sol en limite de propriété. Les portes d'accès sont coupe-feu 30min et pare-flammes 1h. Les locaux sont ventilés naturellement à l'aide d'ouvertures en partie basse et haute. Les locaux ne sont pas chauffés et l'éclairage est anti-déflagrant. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Suite à l'inspection de 2020, une étude des propriétés de résistance au feu des locaux de stockage de produits inflammables a été réalisée par APAVE. Les conclusions de ce rapport ont été transmises à l'Inspection en août 2020. L'étude justifie des propriétés de résistance au feu conformément aux exigences de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014. Le point est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Moyens de lutte contre l'incendie.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'un dispositif d'extinction automatique (sprinkler) alimenté par une réserve d'eau de 370 m³ ainsi qu'une réserve tampon sous pression de 30 m³.

Constats : Un plan du site affiché sur le bâtiment d'accueil (détachable) peut être utilisé lors d'une intervention.

Le site dispose de 4 poteaux incendie répartis sur le site de façon à ce que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres. La dernière vérification date du 19 avril 2022. Le rapport présente des débits supérieurs à 60 m³/h à une pression de 1 bar pour les 4 poteaux. Il a été demandé à l'exploitant d'envoyer à chaque contrôle de débit les résultats au SDIS (les coordonnées ont été transmises à l'exploitant). Lors de la visite de site, il a été constaté que les poteaux étaient bien dégagés et facilement accessibles.

Par ailleurs, le site dispose d'un dispositif d'extinction automatique (sprinklage) pour l'installation de transformation du polymère et d'une réserve d'eau de 450 m³ (plus 30 m³ sous pression).

Le jour de l'inspection, l'indicateur de hauteur était à 9 m - c'est à dire environ 412 m³.

L'exploitant s'assure en permanence de disposer de la quantité d'eau prescrite (370 m³) grâce à une sonde de niveau reliée à une alarme.

La réserve d'eau de 30 m³ sous pression a été équipée en 2020 d'un dispositif permettant un entretien facile (l'accessibilité par le haut étant difficile étant donné le faible espace entre le plafond et le réservoir).

La mise en rétention du site est réalisée via :

- 2 vannes automatiques (OEG-001 et OEG-002, dernier entretien date du 31/12/2021) ;
- 3 vannes manuelles (deux ont été vues en inspection: la vanne de la déchetterie et la vanne du plateau de stockage).

Les vannes automatiques sont mises en évidence grâce à un affichage approprié avec une procédure enclenchement DO-EUR 04828 V. En revanche, le marquage de la vanne "déchetterie" n'est pas visible. L'ensemble des vannes doit être facilement repérable en cas d'accident.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Réponse par courrier

Nom du point de contrôle : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque (locaux de stockage de produits inflammables), les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>
<p>Constats : Concernant plus précisément le permis feu qui est encadré par une procédure spécifique HSE-FR 01.004 mise à jour le 1er juin 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none">• La durée de validité est d'une journée ;• Pas de travaux après 16h00 ;• La nature des dangers en fonction de l'intervention est bien spécifiée sur le document ;• Les types de matériels qui peuvent être utilisés ainsi que les moyens de protection et de mise en œuvre figurent bien sur le permis ;• Une vérification de mise en sécurité de l'endroit d'intervention est réalisée avant le départ de l'entreprise sous-traitante (rangement des outils, et des moyens de protection) ;• L'exploitant procède également à une ronde de surveillance entre 1h et 3h après la fin des travaux. <p>La gestion de travaux par point chaud n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.1 " incendie " et " atmosphères explosives " ;• l'obligation du " permis d'intervention " ou du " permis de feu " pour les parties de l'installation visées au point 4.1 ;• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ;• les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;• la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ;• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none">• présence de chacune de ces consignes.
Constats : Certaines consignes ont été vues par l'Inspection (elles n'appellent pas de remarque) notamment : <ol style="list-style-type: none">1. Globalement, l'exploitant identifie sur son site 3 événements dangereux :<ul style="list-style-type: none">✓ accident corporel ;✓ incendie et explosion ;✓ déversement majeur de produits dangereux (de plus les quantité de produits inflammables (environ 5 tonnes le jour de l'inspection), corrosifs et toxiques (environ 1,6 tonnes le jour de l'inspection) sont disponibles en temps réel (environ 5 kg le jour de l'inspection)).<p align="center">Pour chaque événement précité les consignes à suivre sont rédigées.</p>2. Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie sont bien définis sur le plan de l'installation. Le personnel est formé à leur utilisation. La formation assurée par la société CHUBB est renouvelée tous les 3 ans selon le document de suivi des formations : Cartographe de suivi individuel.3. La procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours est formalisée par le document "Gestion de Crise" du 2 avril 2021 (version 16). L'exploitant réalise en moyenne 2 exercices d'évacuation par an. Chaque exercice fait l'objet d'un rapport rédigé par le responsable HSE. De plus, le SDIS procède à des exercices spécifiques aux risques chimiques (1 fois/2 ans).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet